

Par courriel

[REDACTED]

La présente donne suite à votre demande d'accès reçue le 21 avril 2017, par laquelle vous souhaitez obtenir les renseignements suivants :

- « -une copie des documents concernant le développement des drones, documents produits entre le 1er mars 2016 et le 21 avril 2017. »

Conformément à l'article 47 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1) («la Loi sur l'accès»), nous vous informons que le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation détient des documents correspondant à votre requête.

Vous trouverez en pièces jointes les documents que nous avons retracés qui peuvent vous être communiqués. Suivant l'article 14 de la Loi sur l'accès, certains renseignements auxquels l'accès n'est pas autorisé ont été caviardés. Il s'agit essentiellement d'informations financières ou commerciales stratégiques qui appartiennent à un tiers ainsi que des renseignements personnels à caractère confidentiel ou ayant trait à des décisions administratives. Nous nous référerons aux articles 22 à 24, 33, 37, 53, 54, 56 et 59 de la Loi sur l'accès.

Dess documents en notre possession ne peuvent toutefois être accessibles. Ceux-ci sont formés, en substance, de renseignements ayant des incidences sur l'économie ou des décisions administratives. D'autres documents sont destinés à la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et l'un provient de son cabinet. Finalement, deux documents de travail recensés sont au stade d'ébauche ou préliminaire. Ils sont protégés en vertu des articles 9, 14, 22 à 24, 34, et 37 de la Loi sur l'accès.

Nos recherches ont également permis de repérer deux documents qui relèvent de la compétence du Centre de recherche industrielle du Québec. En conformité avec l'article 48 de la Loi sur l'accès, nous vous communiquons les coordonnées du responsable de l'accès aux documents de cet organisme public :

Me Alain Vachon
Directeur des affaires juridiques
333, rue Franquet Québec (Québec) G1P 4C7
Téléphone : 418 652-2240
Télécopieur : 418 652-2265

Par ailleurs, la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026, annoncé le 30 mai 2016, contient des informations en lien avec l'objet de votre demande. Nous vous invitons à consulter ce document, disponible sur le site Web du Ministère à l'adresse suivante :

https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/documents_soutien/strategies/strategie_aerospatiale/strategie_aerospatiale.pdf

Si vous désirez contester cette décision, il vous est possible de le faire auprès de la Commission de l'accès à l'information. Vous trouverez, ci-annexée, une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Je vous prie de recevoir, [REDACTED] l'expression de mes sentiments distingués.

Marie-Claude Lajoie
Responsable de l'accès aux documents

p. j.

AVIS DE RE COURS

Suite à une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la loi prévoit qu'une personne, dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels, peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

575, rue Saint-Amable, bureau 110
Québec (Québec)
G1R 2G4
Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest, bur. 18.200
Montréal (Québec)
H2Z 1W7
Téléphone : 514 873-4016
Télécopieur : 514 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision de la Commission d'accès à l'information en appel devant trois juges de la Cour provinciale, sur toute question de droit ou de compétence. Cet appel ne peut toutefois être porté qu'avec la permission d'un juge de la Cour provinciale. Ce juge accorde la permission s'il est d'avis qu'il s'agit d'une question qui devrait être examinée en appel.

b) Délais et frais

L'article 149 prévoit que la requête pour permission d'appeler doit être déposée au greffe de la Cour provinciale, à Montréal ou à Québec, dans les 30 jours de la décision, après avis aux parties et à la Commission d'accès à l'information. Les frais de cette demande sont à la discrétion du juge.

c) Procédure

L'appel est formé, selon l'article 150 de la loi, par dépôt auprès de la Commission d'accès à l'information d'un avis à cet effet signifié aux parties dans les 10 jours qui suivent la date de la décision qui l'autorise. Le dépôt de cet avis tient lieu de signification à la Commission d'accès à l'information.
